

Eugène Varga

Un article de 1947

Dans la revue

L'Economie mondiale et la Politique mondiale, 1947, n°3, p. 3-14

La démocratie d'un nouveau type

L'un des résultats politiques les plus importants de la Seconde Guerre mondiale est l'émergence d'États démocratiques d'un nouveau type : Yougoslavie, Bulgarie, Pologne, Tchécoslovaquie et aussi Albanie. ¹ Nous entendons par "démocratie d'un nouveau type" la situation d'un pays où les vestiges féodaux - la grande propriété foncière - ont été éliminés, où le système de la propriété privée des moyens de production existe encore, mais où les grandes entreprises dans les domaines de l'industrie, des transports et du crédit sont aux mains de l'État, tandis que l'État lui-même et son appareil de coercition servent non pas les intérêts d'une bourgeoisie monopolistique, mais les intérêts des travailleurs des villes et des campagnes.

La structure sociale des États diffère de toutes celles que nous avons connues jusqu'à présent ; elle est totalement nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est ni une dictature bourgeoise ni une dictature prolétarienne. L'ancien appareil d'État n'a pas été démoli, comme en Union soviétique, mais réorganisé par l'inclusion continue des partisans du nouveau régime. Ce ne sont pas des États capitalistes au sens ordinaire du terme. Mais ce ne sont pas non plus des États socialistes. La base de leur passage au socialisme est donnée par la nationalisation des moyens de production les plus importants et par le caractère essentiel de l'État. Ils peuvent, avec le maintien de l'appareil d'État actuel, passer progressivement au socialisme, en développant de plus en plus le secteur socialiste qui existe déjà à côté du secteur marchand simple (paysan et artisan) et du secteur capitaliste, qui a perdu sa position dominante.

La condition historique générale, valable dans tous les cas, de l'émergence de ces états de démocratie d'un nouveau type est la crise générale du capitalisme, qui s'est très considérablement intensifiée à la suite de la deuxième guerre mondiale.

Les conditions historiques spécifiques à ces pays sont les suivantes

¹ Source donnée par André Mommen dans *Selected Political and Economic Writings*, Brill, 2020 : Article publié dans *Labour Monthly*, 1947, 29, 8 : 235-42 ; 29, 9 : 276-9 et dans *The New Masses* du 28 octobre 1947, pp. 3-5, et du 4 novembre 1947, pp. 14-15. Une version complète de cet article a été publiée en allemand : *Demokratie neuer Art*, Berlin : Verlag 'Tagliche Rundschau', s.d. [1947], 23 pages. Cet article a été annoncé comme faisant partie du livre à paraître de Varga, *Wandlungen in der Politik des Kapitalismus im Ergebnis des Zweiten Weltkrieges* (original : *Izmeneniya ekonomike kapitalizma v itoge vtoroy mirovoy voyny*, Moscou : Gospolitizdat, 1946) – en fait l'article n'est pas dans l'édition Russe de *Changements dans l'économie du capitalisme ...* Il était peut-être (?) prévu dans une édition Allemande. L'article original est dans la revue de l'IEMPM, *Mirovoe khozyaistvo i mirovaya politika*, 1947, n°3, pp. 3-14.

1. Le discrédit des classes dirigeantes et de leurs partis politiques aux yeux des larges masses populaires, en raison de leur politique de collaboration avec le fascisme hitlérien avant et pendant la guerre, qui a conduit à l'occupation de ces pays par les troupes allemandes et à la répression féroce et à l'appauvrissement des masses laborieuses.

2. Le rôle de premier plan des partis communistes dans le mouvement de résistance, qui a permis de réaliser l'unité de la classe ouvrière et de former un front populaire pour lutter contre le fascisme, la grande propriété foncière et le grand capital – la base économique du fascisme.

3. Le soutien moral, diplomatique et économique que ces pays trouvent en Union soviétique. Sans ce soutien, les Etats démocratiques d'un nouveau type auraient beaucoup de mal à résister aux attaques de la réaction, tant extérieures qu'intérieures. Très édifiant à cet égard est le sort de la Grèce.

L'économie des États de la démocratie d'un nouveau type présente les caractéristiques suivantes :

La propriété privée des moyens de production continue d'exister : le paysan est propriétaire de sa terre, l'artisan de son atelier, le commerçant de sa boutique, le petit capitaliste de son usine. Les grandes entreprises, cependant, dans les mines, l'industrie, les transports et les banques sont nationalisées et sont gérées par l'État. L'appropriation de la plus-value existe toujours, mais elle est limitée à une sphère relativement étroite² – non seulement parce qu'il y a beaucoup moins de capital privé, mais aussi parce que les syndicats et l'État protègent avec succès les travailleurs contre les capitalistes.

Nous tenons à souligner ici l'importance décisive du caractère particulier de l'Etat pour le développement de l'économie de ces pays. Là où l'État est contrôlé par le capital monopoliste et sert ses intérêts, il peut posséder une partie très considérable des moyens de production sans que le caractère du système social soit le moins du monde modifié. Dans l'Allemagne hitlérienne, les chemins de fer, la Banque impériale, la Banque d'escompte, la Banque d'État prussienne, les grandes entreprises industrielles (par exemple, Hermann-Goring-Werke), les centrales électriques, les zones agricoles et forestières, etc. étaient la propriété du Reich, des terres individuelles ou des municipalités. L'existence d'une propriété publique aussi considérable ne changeait cependant rien au fait que l'économie de l'Allemagne hitlérienne restait une économie monopolistique et l'ordre social un ordre bourgeois. Le changement de caractère de l'État – sa transformation d'une arme de domination entre les mains des classes possédantes en un État du peuple travailleur – est ce qui détermine la signification réelle du transfert d'une partie décisive des moyens de production entre les mains de l'État dans les pays d'une démocratie d'un nouveau type.

Le changement de caractère de l'Etat explique aussi pourquoi l'influence de la nationalisation sur la répartition du revenu national est totalement différente dans les Etats démocratiques d'un nouveau type de celle des pays démocratiques bourgeois comme la Grande-Bretagne.

La nationalisation dans les nouveaux Etats démocratiques représente une révolution économique d'un genre particulier. Les biens des traîtres à la patrie, des capitalistes fascistes, ont été confisqués sans compensation. D'autres grands capitalistes ont reçu une compensation, mais leur revenu après

² Néanmoins, la bourgeoisie, qui domine encore presque entièrement dans la sphère du commerce, reçoit de gros profits, grâce à la vente des marchandises des entreprises socialisées ; elle bénéficie en outre fréquemment du soutien des anciens fonctionnaires restés dans l'appareil d'État.

compensation ne représentait qu'une petite partie de la plus-value qu'ils s'étaient précédemment appropriée.³

Les contradictions entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation se sont aiguës à un tel point en raison de l'approfondissement de la crise générale du capitalisme que, dans la période d'après-guerre, la vague de nationalisation a embrassé presque tous les pays ayant des relations capitalistes pleinement développées, à l'exception de l'U.S.A. *Dans ces pays, la nationalisation est une tentative de résoudre les contradictions entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation dans le cadre du système social bourgeois. C'est précisément ce qui explique l'introduction de la nationalisation avec indemnisation intégrale des capitalistes.* Ainsi, en Grande-Bretagne, par exemple, les actionnaires des compagnies d'électricité ont été indemnisés à hauteur de 450 000 000 de livres sterling. Cette somme a été calculée sur la base de la valeur boursière des actions avant la nationalisation. De même, une indemnité de 1 035 000 000 £ a été fixée pour les propriétaires d'entreprises de transport devant être nationalisées. Cela signifie que les actionnaires n'ont pas été lésés. La répartition du revenu national reste pratiquement inchangée.⁴

Ces diverses méthodes d'exécution de la nationalisation montrent la différence entre une démocratie bourgeoise et une démocratie du nouveau type.

L'importance économique de la nationalisation des grandes entreprises industrielles est naturellement très différente dans les divers pays de démocratie de type nouveau. Dans les pays où l'agriculture prédomine et où le développement industriel est négligeable – Bulgarie et Yougoslavie – son importance est relativement moindre. En Pologne, qui possède une grande industrie houillère et une industrie lourde, l'importance de la nationalisation est beaucoup plus grande, d'autant plus qu'elle s'étend également aux entreprises industrielles de taille moyenne. En Tchécoslovaquie, qui est beaucoup plus développée sur le plan industriel, et où l'industrie a été développée par l'Allemagne pendant la guerre, la nationalisation joue le plus grand rôle, bien qu'elle englobe dans ce pays un plus petit nombre d'entreprises moyennes qu'en Pologne. Alors que l'industrie de la Yougoslavie et de la Pologne d'avant-guerre a été presque entièrement détruite pendant la guerre, l'industrie de la Tchécoslovaquie a très peu souffert des opérations militaires. Le fait qu'en Bulgarie et en Yougoslavie, il n'a pas été nécessaire de nationaliser autant d'usines individuelles n'enlève rien à l'importance de cette mesure pour le développement économique futur de ces pays, qui sont en train de se transformer d'appendices agraires de l'Allemagne, comme ils l'étaient avant la guerre, en pays agraires-industriels indépendants.

La deuxième caractéristique importante de l'économie des pays de démocratie d'un nouveau type est l'élimination complète et définitive du landlordisme à grande échelle, de cette survivance féodale à l'intérieur du système d'économie capitaliste. Le pouvoir social et politique des grands propriétaires terriens, vieux de mille ans, a été détruit. Les grandes propriétés foncières ont été confisquées par l'État et distribuées aux paysans possédant peu de terres et aux ouvriers agricoles sans terre. Le nombre de ménages paysans (c'est-à-dire de propriétaires privés de terres) a très fortement augmenté dans ces pays.

³ Des difficultés sont apparues du fait que des capitalistes britanniques et américains étaient partenaires de nombreuses entreprises reprises par l'État. De nombreux capitalistes, qui ont fui à l'étranger, deviennent rapidement des citoyens américains et exigent, avec le soutien des autorités de leur nouvelle "mère patrie", une indemnisation complète ou la restitution de leurs entreprises.

⁴ Néanmoins, la nationalisation bourgeoise signifie aussi un progrès dans la direction du nouveau type de démocratie.

La division des terres entre plusieurs centaines de milliers de paysans qui n'avaient que peu ou pas de terres a transformé l'écrasante majorité de ces paysans en fidèles partisans du nouveau régime. L'erreur commise par les communistes hongrois en 1919, lorsqu'ils ont voulu sauter une étape historique essentielle en transformant les grandes propriétés foncières confisquées en fermes d'État, au lieu de les répartir entre les paysans et de satisfaire ainsi la faim de terre, ne s'est jamais répétée.

La culture de la terre par les paysans en utilisant leurs propres ressources et en leur donnant la possibilité de vendre leurs produits sur le marché (dans certains pays, seulement après avoir payé des impôts et effectué des livraisons à l'État) rend possible le maintien ou la réapparition des relations capitalistes marchandes dans l'économie du pays. Comme le soulignait Lénine, "la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie de manière continue, quotidienne, horaire, spontanée et à une échelle de masse".⁵

Ainsi, l'ordre social dans les États de démocratie d'un nouveau type n'est pas un ordre socialiste, mais une forme particulière, nouvelle, transitoire. La contradiction entre les forces productives et les rapports de production s'atténue à mesure que le poids relatif du secteur socialiste augmente.

La nationalisation des terres des grands propriétaires terriens et leur répartition entre les paysans ont eu une signification différente selon les pays. Dans les pays paysans comme la Bulgarie et l'ancienne Serbie, il n'existait pas de propriété foncière à grande échelle au sens propre du terme. Seule une quantité relativement faible de terres pouvait être répartie entre les paysans. Dans d'autres parties de la Yougoslavie, qui appartenaient auparavant à la Hongrie, par exemple en Croatie et dans le Banat, on pouvait distribuer beaucoup plus de terres. En Tchécoslovaquie, une réforme agraire a été réalisée dès la fin de la première guerre mondiale : les propriétés, en premier lieu celles des Allemands expulsés, ont été distribuées aux paysans.

En Pologne, la réforme agraire est d'une importance décisive pour le développement politique du pays. Ici, la position de la paysannerie était la pire. Il y a quelques centaines d'années déjà, on disait de la Pologne qu'elle était "l'enfer des paysans" (*Polonia infernum rusticorum*). La propriété foncière de type féodal y était maintenue dans son intégralité, tant sur le territoire de la Pologne d'avant-guerre que dans les districts occidentaux qui étaient auparavant sous domination allemande. L'élimination de la propriété foncière ouvre une nouvelle ère dans la vie économique et politique de la Pologne.

Il est évident que la classe des grands propriétaires terriens n'a nullement l'intention d'accepter pacifiquement ces changements, mais qu'elle résiste par tous les moyens au nouveau régime. La nationalisation des terres ne signifie pas que les grands propriétaires terriens perdent immédiatement leur influence politique. Certes, certains d'entre eux ont fui à l'étranger, mais beaucoup sont restés à l'intérieur du pays. Une partie considérable de leurs biens se présente sous la forme d'objets de valeur, d'œuvres d'art, de meubles, de maisons, qui restent entre leurs mains. Dans de nombreux cas, les anciens grands propriétaires terriens, par exemple en Pologne, ont réussi à pénétrer dans l'appareil d'État, surtout dans l'administration agricole, et à saboter la mise en œuvre de la réforme agraire. Plus important encore est le fait qu'il subsiste dans le pays une couche de personnes jouissant d'une certaine influence, dont l'existence dépend entièrement ou partiellement des grands propriétaires fonciers. Parmi ces personnes figurent le clergé rural, les notaires, les juges et les enseignants, qui recevaient régulièrement de l'argent, de la nourriture, du bois de chauffage, etc. de la part des propriétaires fonciers ; divers employés des domaines, des agronomes et d'autres personnes qui étaient au service du propriétaire ; des fonctionnaires de l'État, des juges, des officiers, qui ont obtenu leur poste grâce à

⁵ Lénine *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, p. ?.

l'influence du propriétaire ; des députés élus par la population à sa demande. En bref, l'élimination de la base économique du pouvoir des agrariens ne signifie pas la destruction simultanée de leur influence politique à l'intérieur du pays.

On peut dire la même chose de la grande bourgeoisie. Bien que leurs entreprises aient été nationalisées, dans la majorité des cas, des biens personnels considérables sont restés entre leurs mains. Une grande partie des anciens directeurs, ingénieurs principaux et autres personnes au service de cette bourgeoisie sont restés dans les entreprises nationalisées. Aujourd'hui encore, on trouve des personnes parrainées par la grande bourgeoisie dans l'appareil d'État et dans les différentes organisations économiques - chambres de commerce, etc. qui existent toujours. Les représentants de la grande bourgeoisie ont des contacts étroits avec la moyenne bourgeoisie dont les entreprises n'ont pas été expropriées. Depuis la nationalisation de leurs entreprises, ils n'ont pas encore complètement perdu leur influence.

Ici aussi, la règle générale selon laquelle les changements dans la base économique n'entraînent pas immédiatement des changements correspondants dans la politique, a continué à fonctionner. Privés de leur pouvoir économique, les propriétaires terriens, ainsi que les capitalistes expropriés et non expropriés et leurs adhérents, luttent avec tous les moyens à leur disposition contre le nouveau régime démocratique, organisent des partis politiques d'opposition et, par l'intermédiaire de prêtres, d'enseignants et de notaires déjà débauchés par eux, font de l'agitation parmi les nouveaux paysans (qui manquent souvent des moyens de production nécessaires) pour rendre la terre aux propriétaires terriens. Ils effraient les paysans en leur disant qu'ils seront pendus en cas de restauration de l'ancien système, parce qu'ils ont "volé" la terre. Ils organisent des complots contre le gouvernement, arment des bandits, etc. Ils cherchent et trouvent un soutien actif dans les milieux réactionnaires à l'étranger.

La grande bourgeoisie, qui joue encore dans une certaine mesure un rôle dominant dans le commerce intérieur et extérieur⁶, lutte contre le nouveau régime dans la sphère économique également, tentant de piller l'État et de discréditer le système social. Avec l'aide de complices soudoyés par eux dans les entreprises d'État et l'appareil d'État, ils obtiennent souvent des marchandises à un prix inférieur au prix de revient, les cachent, les envoient à l'étranger ou les vendent à l'intérieur du pays exclusivement en échange d'or ou de devises étrangères. Les représentants de la grande bourgeoisie essaient de provoquer l'inflation ou d'augmenter l'inflation existante, afin de provoquer le mécontentement des travailleurs et de les retourner contre le nouveau régime.

En un mot, ce n'est nullement une idylle paisible qui règne dans les pays de la nouvelle démocratie mais, au contraire, une lutte des classes aiguë, extrêmement féroce, qui est en cours, tout comme dans les anciens pays capitalistes.

En ce qui concerne la lutte des classes, il existe cependant une différence de principe entre les États de démocratie d'un nouveau type et les anciens pays bourgeois. Dans les anciens pays bourgeois, l'État est une arme de domination aux mains des classes possédantes. Tout l'appareil d'État - fonctionnaires, juges, police et, en dernier recours, l'armée permanente - est du côté des classes possédantes.⁷

⁶ Les organes coopératifs ne sont pas encore assez forts pour évincer le capital privé dans la circulation des marchandises et, dans de nombreux cas, ils sont encore liés aux capitalistes.

⁷ Cela n'empêche pas, bien sûr, les organes de l'État bourgeois de régler dans certains cas les conflits salariaux entre capitalistes et ouvriers en faveur de ces derniers. Mais cela ne se produit jamais si cela menace les fondements du système social bourgeois - la propriété privée des moyens de production. L'adoption de la

Dans les pays de la nouvelle démocratie, c'est le contraire qui se produit. L'État y protège les intérêts des travailleurs contre ceux qui vivent de l'appropriation de la plus-value. En cas de conflit, les forces armées de l'État se trouvent, non pas du côté des capitalistes, mais du côté des travailleurs. Il est tout à fait inconcevable que les armées de ces États soient utilisées contre les travailleurs. Les fonctionnaires de l'État et les juges servent les intérêts des travailleurs.

Cette distinction démontre de manière éclatante que le pouvoir est entre les mains du peuple - le nouveau caractère des États dans les pays indiqués. L'État influence la vie économique du pays bien plus et dans une direction différente que dans les anciens pays bourgeois, bien que là aussi les fonctions économiques de l'État se soient considérablement étendues par rapport à la période d'avant-guerre. Dans les pays de démocratie d'un nouveau type, cependant, la tendance de la politique économique est différente en principe. Dans les pays capitalistes, la politique économique de l'État sert les intérêts du maintien de l'ordre social existant en général et les intérêts du capital monopoliste en particulier.

Dans les États démocratiques d'un nouveau type, la politique économique vise à renforcer et à développer le secteur socialisé de l'économie, à accélérer le développement économique, à améliorer la situation des travailleurs, à établir une répartition équitable des revenus en fonction des services rendus à la société. Pour élever le niveau de vie de l'ensemble de la population, il faut augmenter le rendement de la production. La politique économique vise donc à développer au maximum les forces productives et à éliminer les restrictions à leur développement causées par la course au profit dans le capitalisme.

Pour atteindre ces objectifs, les États démocratiques d'un nouveau type cherchent à influencer le développement de l'économie d'une manière planifiée. Des plans économiques calculés sur plusieurs années ont été élaborés.

Il est évident qu'il ne peut y avoir d'économie planifiée, telle que comprise en URSS, dans ces pays. Elle est impossible en raison de la présence de la propriété privée des moyens de production. Une véritable économie planifiée n'est possible que sous le socialisme, lorsque tous les moyens de production sont nationalisés.

Cependant, la nationalisation des entreprises décisives dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'industrie, des transports et du crédit donne aux États de la nouvelle démocratie une possibilité bien plus grande que celle des États du capital monopolistique d'influencer par la planification l'activité économique des petits producteurs privés individuels, d'autant plus que l'influence planifiée de l'État est dans l'intérêt de l'écrasante majorité de ces petits producteurs privés, principalement la paysannerie, et n'est pas contraire à leurs intérêts. Sans aucun doute, cette influence augmentera à mesure que les pays de la nouvelle démocratie s'industrialiseront. Tous ces faits montrent que l'influence planifiée de l'État sur l'économie des pays de la nouvelle démocratie est suffisamment efficace non seulement pour faire obstacle à leur reconversion en systèmes sociaux capitalistes de l'ancien type, mais aussi pour encourager le développement de ces pays dans la direction du socialisme. Non seulement la ligne générale du développement historique les pousse dans cette voie, mais aussi les besoins pratiques concrets.

Ainsi, par exemple, de nombreux anciens ouvriers agricoles ont reçu des terres mais ne possèdent pas les moyens de production, la force de traction et les outils, avec lesquels ils peuvent les

législation sociale - la réduction de la journée de travail, l'assurance maladie, les allocations de chômage - s'explique par les intérêts bien compris de la bourgeoisie.

cultiver. Les moyens de production des grands domaines - tracteurs, charrues à vapeur, etc. - distribués aux paysans sont inadaptés à la culture des petites parcelles paysannes. Les nouveaux propriétaires ruraux, dépourvus de moyens de production, sont menacés par le danger de devenir économiquement dépendants des paysans prospères qui, contre de l'argent, ou une partie de la récolte ou du travail, cultiveront leurs terres.

Les besoins pratiques des paysans qui possèdent des terres mais pas de moyens de production, les poussent donc à cultiver la terre en commun, afin d'utiliser les moyens de production existants qui ne peuvent être utilisés avec profit que dans une grande exploitation. Diverses formes d'artels⁸ ont vu le jour. Dans un certain nombre d'artels, les paysans labourent et cultivent la terre en commun. Ensuite, les limites des parcelles individuelles sont rétablies et chaque paysan recueille la récolte sur son propre champ.

En Bulgarie, où il existe de vieilles traditions de culture de la terre sur une base coopérative, des coopératives pour la culture conjointe de la terre ont été formées sur une base volontaire. Toutes les terres des membres de la coopérative (qui comprend souvent tous les paysans d'un village) sont cultivées en commun et la récolte est également effectuée en commun. Mais la récolte est distribuée non pas selon le principe purement socialiste du nombre de jours de travail : outre le nombre de jours de travail, on tient compte de la superficie de la terre que le paysan a mise à la disposition de la coopérative et aussi de la quantité de moyens de production mis en œuvre. C'est une solution du problème qui correspond au caractère transitoire du système social.

En accordant un soutien à ce nouveau type de coopérative agricole sous forme de crédits, de tracteurs et de semences, etc., le gouvernement encourage son développement et son extension et influence le développement de l'économie dans un sens progressif.

Bien que le même ordre social existe dans tous les pays de démocratie d'un nouveau type, il existe des différences non négligeables, conditionnées historiquement à la fois par l'économie et la politique. Ceci s'applique particulièrement à la politique nationale des États examinés. Il pourrait sembler qu'il existe dans ce domaine une forte contradiction entre la politique de la Yougoslavie d'une part, et celle de la Tchécoslovaquie et de la Pologne d'autre part (la Bulgarie est presque unie quant à sa composition nationale). La Tchécoslovaquie et la Pologne ont expulsé vers l'Allemagne presque tous les Allemands qui vivaient auparavant sur le territoire actuel de leurs pays. En Yougoslavie, toutes les nations ont des droits égaux et c'est une fédération de diverses nationalités. Cette contradiction, cependant, n'est qu'une contradiction apparente. En Yougoslavie, il s'agit de nations qui (arrachées à leur nationalité slave commune) ont été opprimées par les Allemands et ont lutté contre les envahisseurs. Pendant la guerre, elles ont appartenu à un seul camp.

En même temps, les Allemands de la région des Sudètes et de la Pologne étaient un outil du fascisme hitlérien même avant la guerre. Ils ont ouvertement trahi le pays dont ils étaient citoyens. Pendant la guerre mondiale, ils ont combattu aux côtés d'Hitler contre leur patrie. Il est compréhensible que, forts de cette expérience, les peuples tchécoslovaque et polonais n'aient aucune envie de s'exposer à un danger éventuel en gardant ces éléments traîtres dans leur pays. L'égalité complète des droits des Slovaques et des Tchèques en Tchécoslovaquie démontre clairement la nature de sa politique nationale, fondée sur l'expérience historique.

⁸ [L'Artel (russe : артель) est un terme général désignant diverses associations coopératives qui existaient dans la Russie tsariste et en Union soviétique].

Après l'expulsion des Allemands et la migration volontaire des Ukrainiens de Pologne en Union soviétique (et des Polonais d'Union soviétique en Pologne), la composition nationale des États de la nouvelle démocratie sera la suivante : La Bulgarie et la Pologne seront presque totalement homogènes du point de vue de la composition nationale, la Tchécoslovaquie sera constituée de deux nations aux droits égaux (avec probablement une minorité hongroise, que la population accepte malgré elle). La Yougoslavie, par contre, est une fédération de nations égales. Cette politique nationale de la nouvelle Yougoslavie est particulièrement importante pour la prospérité du pays et l'amitié entre les peuples vivant sur son territoire, car son régime d'avant-guerre a laissé un héritage extrêmement défavorable à cet égard. Bien que le pays se soit appelé Yougoslavie, c'est-à-dire le pays des Slaves du Sud, c'est la bourgeoisie serbe qui a exercé la domination réelle et opprimé les autres peuples. C'est précisément pour cette raison que tout ce qui, au moindre degré, pouvait être interprété comme une continuation de la politique d'oppression serbe d'avant-guerre a été supprimé de la Constitution et de la pratique de la nouvelle Yougoslavie.

Il reste en Yougoslavie une petite minorité allemande (et magyare). Mais comme la Yougoslavie n'a pas de frontière commune avec l'Allemagne et que son régime est politiquement extrêmement stable, elle peut, contrairement à la Tchécoslovaquie et à la Pologne, laisser en toute sécurité cette minorité dans son pays.

Tous les États de démocratie d'un nouveau type sont des républiques populaires : le peuple travailleur détermine la politique du gouvernement. La forme que prend le pouvoir politique des travailleurs n'est cependant pas la même dans chaque cas. La Tchécoslovaquie, la Pologne et la Bulgarie sont des républiques parlementaires avec des droits électoraux universels, égaux et secrets. Les gouvernements de ces pays sont constitués de partis de coalition formant une majorité et sont responsables devant le parlement. Leurs droits électoraux diffèrent du suffrage dans les anciennes démocraties bourgeoises, en ce sens que les partis fascistes ne sont pas autorisés à fonctionner et que les traîtres fascistes n'ont aucun droit électoral. En même temps, la Yougoslavie est une république fédérative, dont la constitution est similaire à bien des égards à celle de l'Union soviétique.

A cet égard, une importante question théorique se pose : l'idée était largement répandue dans les partis communistes que la domination politique des travailleurs, comme c'est le cas en Union soviétique, ne pouvait se réaliser que sous la forme du pouvoir soviétique. Ce n'est pas correct et ce n'est pas non plus l'expression de l'opinion de Lénine.

Dans mon livre sur la république soviétique hongroise, *Problèmes politico-économiques de la dictature prolétarienne*, publié en 1920, j'ai écrit la phrase suivante :

L'hostilité des paysans prospères et de toutes les couches des classes dirigeantes à l'égard de l'État prolétarien ne dépend pas de la forme que celui-ci prend : que ce système soit soviétique, un gouvernement de syndicats ou un parlement à majorité travailliste, cela revient au même pour les classes dirigeantes. Elles opposeront une résistance tout aussi forte à la forme adoptée, quelle qu'elle soit, dès lors que des mesures sérieuses seront prises pour construire l'économie socialiste.

Cette phrase qui permet la possibilité d'autres formes de gouvernement politique par les travailleurs a été considérée par un certain nombre de camarades comme incorrecte. Lénine, cependant, qui a pris des notes critiques dans les marges de certaines pages de mon livre, n'a fait aucune remarque sur la phrase citée ci-dessus, mais a simplement souligné une partie de celle-ci.⁹

⁹ Voir Symposium Lénine [Lenin Sbornik], vol. vii, p. 371, édition russe.

L'essor des États de la nouvelle démocratie montre clairement qu'il est possible d'avoir un gouvernement politique par le peuple travailleur même si les formes extérieures de la démocratie parlementaire sont encore maintenues.

La politique étrangère des États de la nouvelle démocratie est déterminée par le caractère transitoire de leur ordre social. C'est en raison de cet ordre social que les États capitalistes, principalement les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, font tout ce qui est en leur pouvoir non seulement pour entraver le développement social progressif de ces pays, mais aussi pour les rejeter en arrière et les transformer une fois de plus en États capitalistes ordinaires. Cet effort est d'autant plus fort que le système étatique actuel de ces pays exclut la possibilité qu'ils redeviennent des pays économiquement dépendants comme ils l'étaient avant la guerre par rapport à l'Allemagne. C'est ce qui explique des faits dans la presse quotidienne qui ne sont que trop bien connus du lecteur : les tentatives répétées d'ingérence dans les affaires intérieures de ces pays, le brouhaha sur l'absence de démocratie parce que les complots réactionnaires sont sévèrement traités, les tentatives de discréditer les élections, le soutien de toute manifestation d'opposition, c'est-à-dire de tous les partis et politiciens réactionnaires (dans la situation historique actuelle) et objectivement contre-révolutionnaires, etc. L'intensité de ces tentatives d'ingérence diffère selon les pays. L'intensité de ces tentatives d'ingérence diffère selon les pays. Elle est relativement faible en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, parce que la bourgeoisie y est tellement discréditée par sa collaboration avec les fascistes allemands qu'elle ne peut, du moins pour le moment, agir ouvertement en tant que force politique et que la réaction étrangère est privée, par conséquent, de soutien interne. Le caractère démocratique de la Tchécoslovaquie ne peut donc être contesté. En Pologne, où le Parti paysan¹⁰ de Mikołajczyk¹¹ sert de principal centre légal des forces réactionnaires à l'intérieur du pays et de rempart à la réaction étrangère, les tentatives d'ingérence revêtent le caractère le plus intense. L'une des principales tâches de la politique étrangère de ces pays est donc de protéger leurs conquêtes politiques à l'intérieur et leur nouveau système social contre toutes ces attaques.

On peut comprendre, dans ces conditions, pourquoi les États mentionnés entretiennent entre eux les relations amicales les plus étroites et se prêtent mutuellement une aide économique et politique. Parmi les États mentionnés, la Yougoslavie et la Bulgarie d'une part, la Tchécoslovaquie et la Pologne d'autre part, ont des frontières communes qui facilitent leurs liens économiques. (Il existe deux pays - la Hongrie et la Roumanie - entre ces deux groupes d'États, qui, bien que n'appartenant pas actuellement aux pays de démocratie d'un nouveau type, se développent clairement dans cette direction).

Il est tout aussi compréhensible que ces pays entretiennent des relations étroites et amicales avec l'Union soviétique. Il en est ainsi non seulement parce que ce sont précisément les troupes victorieuses de l'Union soviétique qui ont libéré leurs pays (la Yougoslavie étant, en partie, une exception) de l'occupation allemande, et non seulement parce que ce sont tous des États slaves, mais surtout parce que l'ordre social actuel les rapproche de l'Union soviétique, parce que, de toutes les grandes puissances, seule l'Union soviétique est intéressée au maintien et à la poursuite du développement progressif et peut leur offrir un soutien diplomatique contre l'offensive réactionnaire de l'extérieur.

L'Union soviétique est en même temps intéressée au maintien par ces pays du régime existant et à la poursuite de leur développement dans une direction progressive. Le régime actuel de ces pays

¹⁰ [Parti paysan polonais, "Piast", Polskie Stronictwo Ludowe (PSL)]

¹¹ [Stanislaw Mikołajczyk (1901-66)].

offre la garantie qu'ils ne serviront pas, à l'avenir, de nouveau volontairement de place d'armes à une puissance qui tenterait d'attaquer l'Union soviétique. C'est pourquoi l'Union soviétique a intérêt à ce que ces Etats soient aussi forts que possible sur les plans économique, politique et militaire, afin qu'ils puissent se défendre contre les attaques étrangères, au moins jusqu'à ce que les armées soviétiques puissent leur venir en aide et éviter ainsi leur transformation forcée en place d'armes contre l'Union soviétique, comme cela s'est produit pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cette situation signifie que les Etats démocratiques du nouveau type sont la jonction de la lutte d'après-guerre de deux systèmes. Ce n'est pas pour rien que, pendant la guerre, Churchill a fréquemment demandé l'ouverture d'un second front dans les Balkans au lieu d'un véritable second front à l'Ouest, afin que, à la fin de la guerre, les forces armées britanniques soient sur place pour sauvegarder l'ordre ancien. Mais ces propositions sont rejetées par Roosevelt et Staline car elles sont incorrectes du point de vue militaire.

Tout cela montre l'imbrication extrêmement étroite de la politique intérieure et de la politique extérieure au stade actuel de la crise générale du capitalisme.